

GOUVERNER LA FRANCE

DEPUIS 1946

Après 2GM, question de la **restauration républicaine**. La notion d'**État** et d'**État-nation** est débattue.

CDG déclarait en 1943 que la nation fera que toutes les ressources économiques de son sol soient mises en œuvre non pas d'après le bon plaisir des individus mais pour l'avantage général.

1. LA IV^{ÈME} RÉPUBLIQUE, LA RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT

1.1. NAISSANCE ET DÉFIS

Occupation, régime de Vichy, collaboration → **profondes empreintes** dans la société française de la libération

Dans ce contexte, les **résistants** (dont CDG) vont jouer un **rôle crucial**.

La Résistance **empêche** toute **vacance** du pouvoir ; elle constitue un **vivier de renouvellement** des élites politiques.

En **1946** : 3/4 des parlementaires < anciens résistants

CNR (Conseil National de la Résistance, 15 mars 1944) à l'origine de la **refondation du pacte social** français → grandes réformes économiques et sociales de la Libération.

Après la libération de Paris, le **GPRF** (Gouvernement Provisoire de la République Française) s'installe dans la capitale.

Il procède à un **double référendum** et à une élection législative :

1. La nouvelle assemblée doit-elle être **constituante** (→ mission : rédiger une nouvelle Constitution) ? **Oui à 96 %** (la 3^e république est jugée responsable de l'échec).
2. Ses pouvoirs doivent-ils être limités ? **Oui aux 2/3** (→ pouvoir exécutif + fort ; abandon d'un système uniquement parlementaire)

Le GPRF et la jeune République doivent relever de nombreux **défis** :

- Reconstruction matérielle (ex : Le Havre), économique et sociale du pays
- Modernisation de son fonctionnement (droit de vote des femmes, enfin ! ENA)
→ méritocratie : on grimpe par le biais de concours

Doc 5p179

1.2. INSTITUTIONS ET PRATIQUES

IV^{ème} république → régime **parlementaire**.

Président **élu au suffrage indirect** : le Parlement élit le président, qui a **peu de prérogatives** (partage le pouvoir exécutif avec le président du Conseil, investi par la majorité parlementaire).

→ **impossibilité d'obtenir une majorité solide** : **problème récurrent** du régime

[Discours de Bayeux :youtu.be/uqYqT6Xs04c](https://youtu.be/uqYqT6Xs04c)

CDG, partisan d'un pouvoir exécutif fort, est **mis en minorité** dans les débats constitutionnels → quitte le gouvernement provisoire en **1946**.

IV^{ème} république **fidèle au programme du CNR** (idée de démocratie sociale) et met en place un **état providence** (= assure le bien-être de ses citoyens, physique, matériel, santé, ... ; ≠ **état gendarme** qui a une vision libérale et ne s'occupe que de la sécurité, pas de l'économie).

Droit de vote aux femmes et aux militaires ; l'État est chargé de **garantir la justice sociale** et la **solidarité nationale**.

- Garantir un **niveau de vie minimal** à tous, en toutes circonstances
- **Protéger** les citoyens **contre les aléas de la vie** (chômage, maladie, retraite)
- Offrir à tous un **accès à la santé et à l'éducation**, pensés comme **services publics**
- Développer des **équipements collectifs** améliorant les cdt^o de vie dans le travail et les loisirs (notamment culturels)

Philosophie **concrétisée par l'ordonnance d'octobre 1945 : création de la Sécurité sociale** (fondée sur la **solidarité : redistribution**. ≠ **assistanat** : elle vient en aide à toute personne, qu'elle ait un bon salaire ou non → tout le monde participe).

Pour financer ces réformes, dirigisme économique et social : **planification, nationalisations, modernisation**. (< John Maynard Keynes (UK), politique du *New Deal* : l'État injecte de l'argent dans des commandes et salaires → hausse de la consommation)

Les nationalisations **symbolisent la réappropriation** d'éléments de souveraineté **confisqués sous Vichy** voire sous la III^e république :

- Nationalisations « sanctions » : Renault, Charbonnages du Nord
- Nationalisations « instrumentales » : Banque de France, quatre grandes banques de dépôt
- Nationalisations « stratégiques » : compagnies de gaz et d'électricité, mines de combustible

→ **étatisation de pans entiers de l'économie** : les entreprises nationalisées réalisent en **1946** le **quart** des investissements industriels du pays.

Commissariat au Plan (1946) confié à Jean Monnet. Le premier Plan (1947-53) a pour objectif la **reconstruction**. Effort concentré sur 6 secteurs de base (électricité, charbon, sidérurgie, ciment, machines agricoles et transports intérieurs) → industrie lourde.

[Doc 1p180, docs 3 et 4 p177](#)

La **modernisation économique** doit **lutter contre les archaïsmes** de l'économie et de la société françaises. → **Commissariat général à la productivité**, pour inciter les responsables français à s'inspirer des entreprises étrangères performantes → beaucoup de **voyages** organisés à l'étranger, notamment aux USA.

1.3. RÉUSSITES ÉCONOMIQUES ET ÉCHECS POLITIQUES

Situation de pénurie surmontée → 2^e plan (1954-57) accentue l'effort public dans la **recherche** pour **améliorer la productivité**.

Trente Glorieuses : apogée des politiques keynésiennes (**p174**). L'État agit sur la monnaie, le budget, les revenus, le prix, l'offre, la demande à des fins de régulation → **augmentation du niveau de vie, société de consommation**

Cela correspond aussi aux **débuts de la construction européenne** : en 1950 Robert Schuman et Jean Monnet appellent la France, l'Allemagne et les autres pays européens intéressés à mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier. → **CECA (1952)**

Il propose ensuite l'idée d'une **armée européenne** au sein d'une **CED** (communauté européenne de défense), mais la France elle-même rejettera l'idée.

1955 : Monnet lance un **Comité d'action pour les États-Unis d'Europe** afin de revitaliser le projet européen. On souligne l'importance d'une PAC et d'inclure les territoires d'outre-mer.

1957 : **traité de Rome** → coopération économique, politique et sociale → aboutir à un marché commun → **acte fondateur de la CEE**

Elle dispose d'une **commission européenne** (mise en place des objectifs du traité ; pouvoir de proposition uniquement), d'un **Conseil européen** (réunion de ministres ; pouvoir décisionnel) et d'un **Parlement européen** (fonction consultative).

Toutefois, la IV^e république est victime d'**instabilité gouvernementale chronique** : beaucoup de revirements d'alliances, impuissance du Parlement. **22 gouvernements en 12 ans**. Les gouvernements valent mais le personnel demeure : Mitterrand fut 11x ministre.

Incapacité des pouvoirs publics à **résoudre le conflit algérien** → **fin de la IV^e république**

2. LA V^{ÈME} RÉPUBLIQUE, DE 1958 À 1981

2.1. LE RÔLE DE CDG

Constitution de **Debré**, régime taillé sur mesure (**doc 3p173**) → **république présidentielle**

Crise du 13 mai 1958 → **CDG au pouvoir** → **possibilité de rédiger nouvelle Constitution** (adoptée le 4 octobre 1958 : V^e République)

Principe du **bicamérisme** (Parlement → deux chambres) est conservé ; le préambule de 1946 demeure inchangé ; mais nouveau régime très différent. Premier ministre toujours choisi parmi la majorité parlementaire, mais l'Assemblée nationale est élue suivant un scrutin uninominal à deux tours → **plus facile de dégager une majorité nette** → **stabilité gouvernementale**

2.2. LES RÉFORMES POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Prérogatives du législatif (Assemblée nationale et Sénat) **réduites** au profit de celles de l'**exécutif** (président et gouvernement).

Depuis **1962** le président est élu au **suffrage universel direct** (→ légitimité considérable) : il **nomme le 1^{er} ministre**, signe les décrets d'application des lois, **chef des forces armées, peut dissoudre l'Assemblée nationale**, consulter les Français par **référendum**. Grave crise politique →

peut disposer des **pleins-pouvoirs**.

Autres **réformes notables** :

- **Système monétaire** : nouveau franc [doc 3p180](#)
- **Secteurs novateurs** : conception du Mirage (1956), Concorde (1969) et Airbus (1970) en partenariats européens, TGV (1981)
- **Nucléaire** militaire et civil avec le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique)
- DATAR ([p252 et doc p171](#)), autoroutes, RER (1977)

Techniquement, ce volontarisme **a payé** ; économiquement, le bilan global est discuté.

2.3. UNE CRISE PROTÉIFORME

(ça veut dire qu'elle change de forme très fréquemment)

De manière inhabituelle, **crise sociale avant crise économique**. Tout au long des années 1960, le **consensus** autour de l'État et CDG **s'effrite** : victoire pas aussi nette qu'espérée aux élections de 1965.

Mai 1968 : réveil des jeunesses du baby boom, femmes et monde ouvrier qui **rejettent** un régime et une société **patriarcal**. Contrôle des médias par le ministère de l'information ([doc 4p173](#)).

Décennie **1970** : inflexion. **Démission CDG (1969)** ; courte présidence de son ancien ministre G. Pompidou ; puis le centriste Valéry Giscard-d'Estaing entre à l'Élysée. **Réformes sociales** marquantes (IVG, pilule, majorité à 18 ans), septennat marqué par l'**entrée dans les 20 piteuses** : chocs pétroliers, chômage et inflation, crise des pays noirs.

→ **Remise en question de l'État-providence** et question du **keynésianisme face à la mondialisation**

Dès la présidence de G. Pompidou, les grandes entreprises publiques (EDF, SNCF...) avaient été encouragées à **améliorer leur compétitivité et leur rentabilité**. **Repli** de pans entiers de l'économie en matière **industrielle**, car peu rentables à l'heure de la mondialisation : textile, sidérurgie.

3. LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES, DE 1981 À NOS JOURS

3.1. LES ANNÉES MITTERRAND, DE L'ÉTAT DE GRÂCE À LA RIGUEUR

Arrivée de la **gauche** au pouvoir (1981) → **grands espoirs** dans la population

Réformes symboliques majeures (abolition de la peine de mort ; 5^e semaine de congés payés; 39h hebdomadaires ; retraite à 60 ans)

Pour lui, crise économique < **retrait de l'État** sous Giscard-d'Estaing → rendre à l'État son **rôle directeur** dans l'économie.

→ **Nationalisations** (groupes industriels, banques) → secteur public = 20 % de l'emploi industriel (contre 6 % en 1981).

Création d'un **ministère de la Planification et l'Aménagement du territoire**.

Pour lutter contre la crise : **accélération de la modernisation de l'économie** (investissements dans l'industrie et la recherche) ; **création d'un impôt sur la fortune** ; politique de **relance de la croissance** (augmentation des prestations sociales, du SMIC, création d'emplois publics).

Mais la situation économique ne s'**améliore pas** : chômage élevé, déficit commercial en hausse, explosion de l'inflation.

La **demande**, pivot de l'économie keynésienne, **ne permet plus de répondre aux problèmes**. Ce n'est pas qu'une crise de la demande : les coûts de production des secteurs d'activités de la seconde révolution industrielle sont mis en cause → **désindustrialisation**

En **1983**, Mitterrand **rompt** avec la politique suivie → **tournant de la rigueur**

3.2. UN ÉTAT REMIS EN QUESTION

Recul des marges de manœuvre de l'État → **dé légitimation** de son action, **mise en cause de son organisation**.

Il cesse de s'identifier à l'intérêt général et il est présenté comme **inefficace** et **coûteux**. → il est passé de solution à problème.

Dès **1983**, le **déclin de l'intervention économique** de l'État est permanent (malgré les alternances politiques).

Liste de **mesures de libéralisation économique** spectaculaire : **réforme des marchés financiers** par le gouvernement Fabius, **privatisations** par le gouvernement Chirac (TF1, BNP) et poursuivies par ses successeurs.

Triple crise de l'État-providence : **fin de la forte croissance des Trente Glorieuses** → remise en cause du financement (prise en charge social des victimes de la récession → augmentation des dépenses ; prélèvements impopulaires) ; **efficacité contestée** (l'État ne résout plus les problèmes socioéconomiques : hausse du chômage, mobilité sociale décroissante) ; **crise de légitimité** (opacité des dépenses publiques → questions sur l'utilisation de la solidarité nationale).

Mouvement néo-libéral dès les **années 1990** → repenser voire démanteler l'État, car il est le problème. La pauvreté est un *état d'esprit*, l'assistance détruit le potentiel de ceux qui en bénéficient.

→ Malgré quelques sursauts, l'État est souvent présenté comme un **frein**, une **rigidité**, un **anachronisme**. Il doit se **désengager** pour que s'applique la *loi naturelle de l'économie* : libre-échange, libre concurrence, loi de l'offre et de la demande (dérèglementation et dérégulation). Il doit cesser de faire peser le **poids de l'impôt sur les entrepreneurs**, faire preuve de **rigueur budgétaire** et **limiter son rôle** à celui de **garant de l'ordre social et politique**. (→ état gendarme ?)

3.3. LA CRISE DE 2008

Résultat des dérèglementations et dérégulations des années 1990. Symptôme des **excès du**

libéralisme.

Croissance ≠ (plein emploi et réduction des inégalités)

Marge de manœuvre du politique écrasée face au **pouvoir économique.**

→ équilibre à trouver : **palier aux défaillances économiques** en appliquant la **rigueur**, **diminuer la fiscalité** et **développer la compétitivité.**

Crise de l'État = pays qui ne sait plus vraiment quel doit être le **rôle de ses gouvernants.**

→ Depuis 1946, l'évolution de la signification de « gouverner la France » montre la complexité de l'échelle de gouvernement de l'État-nation, et sa nécessaire adaptation dans son rapport au régime politique, aux institutions, à l'économie, à la société, à la nation.

Même si effacement devant processus externes de la mondialisation, l'État reste un acteur clé au plan économique et politique.